

Examen civique 2026 : examen blanc gratuit de 40 questions, naturalisation

40 questions, 45 minutes, 32 bonnes réponses pour réussir, comme le jour de l'examen. Une seule bonne réponse par question.

Notez vos réponses sur une feuille, sans regarder le corrigé, puis comptez vos bonnes réponses. Le corrigé suit les questions, avec l'explication et la source officielle de chaque réponse.

À faire aussi en ligne, chronométré et corrigé automatiquement : bravocivique.fr/examen-blanc.

Bravo Civique est une préparation indépendante, non affiliée au ministère de l'Intérieur. Les questions de connaissance répondent aux listes officielles ; les mises en situation sont rédigées par la préparation, celles de l'examen n'étant pas publiées.

1. Peut-on brûler publiquement un drapeau français ?

- ☐ A Non : détruire le drapeau en public est interdit
- ☐ B Oui, au nom de la liberté d'expression
- ☐ C Oui, si c'est pendant une manifestation
- ☐ D Oui, car le drapeau n'est pas un symbole officiel

2. Qui doit respecter et veiller à la neutralité religieuse dans les services publics ?

- ☐ A Les usagers qui viennent faire une démarche
- ☐ B Les représentants des religions
- ☐ C Les personnes qui travaillent dans les services publics
- ☐ D Tout le monde : les agents et les usagers

3. En France, il est possible pour l'État de financer :

- ☐ A En règle générale, la construction d'un nouveau bâtiment religieux
- ☐ B La restauration d'un monument religieux classé au patrimoine
- ☐ C Une religion officielle de l'État
- ☐ D Une seule religion, pour l'aider plus que les autres

4. La liberté d'association est :

- ☐ A Un droit réservé aux personnes de nationalité française
- ☐ B Une obligation : chaque personne doit faire partie d'une association
- ☐ C Un droit pour chaque personne, française ou étrangère, inscrit dans une loi de 1901
- ☐ D Un droit inscrit dans une loi de 1905

5. Sur quel document peut-on voir Marianne ?

- ☐ A Sur la facture d'un magasin
- ☐ B Sur le drapeau français
- ☐ C Sur la carte d'identité
- ☐ D Sur le passeport d'un autre pays

6. Andriy habite dans un quartier de sa ville. Il postule comme vendeur dans un magasin. La gérante refuse sa candidature à cause de ce quartier. A-t-elle le droit ? (mise en situation)

- ☐ A Non, le lieu de résidence est un critère interdit.
- ☐ B Oui, un employeur peut choisir selon l'adresse.
- ☐ C Oui, si elle le dit franchement au candidat.
- ☐ D Non, mais seulement si Andriy est français.

7. Fatou n'est pas d'accord avec une décision du maire de sa ville. Elle écrit sur internet que cette décision est mauvaise. Que dit la loi ? (mise en situation)

- ☐ A Elle risque une sanction : critiquer un élu est interdit.
- ☐ B Elle doit d'abord demander l'accord de la mairie.
- ☐ C Elle peut le faire seulement pendant les élections.
- ☐ D Elle a le droit d'écrire et de publier son opinion.

8. Mamadou porte un turban pour sa religion. Il vient à la mairie pour inscrire son fils à la cantine. L'agente d'accueil lui demande d'enlever son turban. A-t-elle raison ? (mise en situation)

- ☐ A Oui, les usagers doivent être neutres comme les agents.
- ☐ B Oui, les signes religieux sont interdits à la mairie.
- ☐ C Non, mais seulement si Mamadou est de nationalité française.
- ☐ D Non, un usager peut garder son signe religieux.

9. Arjun est sourd. Il veut dîner avec sa sœur dans un restaurant. Le gérant refuse de les servir, à cause du handicap d'Arjun. Que dit la loi ? (mise en situation)

- ☐ A C'est permis, car un restaurant est une entreprise privée.
- ☐ B C'est interdit, mais seulement dans les services publics.
- ☐ C C'est impoli, mais la loi ne prévoit aucune sanction.
- ☐ D C'est un délit, puni plus lourdement dans un lieu qui reçoit du public.

10. João est élève dans un lycée public. Il veut venir en classe avec une grande croix sur son pull, pour qu'elle soit bien vue. A-t-il le droit ? (mise en situation)

- ☐ A Non, un signe religieux porté pour être vu est interdit.
- ☐ B Oui, si ses parents donnent leur accord écrit.
- ☐ C Oui, la laïcité protège tous les signes au lycée.
- ☐ D Non, les élèves n'ont pas le droit de croire en une religion.

11. Iryna est de nationalité ukrainienne et vit en France. Avec une amie, elle veut créer une association d'aide aux devoirs dans son quartier. En a-t-elle le droit ? (mise en situation)

- ☐ A Oui, toute personne, même étrangère, peut s'engager librement.
- ☐ B Non, il faut avoir la nationalité française.
- ☐ C Oui, mais il faut être au moins dix personnes.
- ☐ D Non, elle doit d'abord demander l'accord du maire.

12. Qui élit les députés européens ?

- ☐ A Les grands électeurs
- ☐ B Les citoyens de l'Union européenne
- ☐ C Seulement les citoyens français
- ☐ D Les gouvernements des pays de l'Union européenne

13. Qui vote les lois ?

- ☐ A Le président de la République
- ☐ B Le Conseil constitutionnel
- ☐ C Le Gouvernement
- ☐ D Le Parlement (l'Assemblée nationale et le Sénat)

14. Où est le siège du Parlement européen ?

- ☐ A À Bruxelles
- ☐ B À Luxembourg
- ☐ C À Strasbourg
- ☐ D À Paris

15. Comment est désigné le Premier ministre ?

- ☐ A Il est élu par les citoyens au suffrage universel direct.
- ☐ B Il est nommé par le président de la République.
- ☐ C Il est élu par les députés et les sénateurs.
- ☐ D Il est désigné par le Conseil constitutionnel.

16. Quel est le rôle du Premier ministre ?

- ☐ A Il dirige l'action du Gouvernement
- ☐ B Il est le chef des armées
- ☐ C Il nomme le président de la République
- ☐ D Il vote les lois

17. En France, est-ce obligatoire de voter ?

- ☐ A Oui, à toutes les élections, sinon on paie une amende.
- ☐ B Oui, mais seulement pour les élections municipales.
- ☐ C Non, ce n'est pas obligatoire.
- ☐ D Oui, mais seulement pour les personnes naturalisées.

18. À quel âge est la majorité numérique en France ?

- ☐ A 13 ans
- ☐ B 16 ans
- ☐ C 18 ans
- ☐ D 15 ans

19. Que garantit la liberté de la presse ?

- ☐ A Le droit des journalistes d'informer librement le public et de donner leur opinion
- ☐ B Le droit des journalistes de pousser les gens à commettre des crimes
- ☐ C Le contrôle des journaux par le Gouvernement avant leur publication
- ☐ D L'interdiction pour les journalistes de parler des religions et des institutions

20. Est-il obligatoire de porter secours à une personne en danger ?

- ☐ A Non, c'est un simple conseil, sans sanction
- ☐ B Oui, toute personne doit aider quelqu'un qui est en danger
- ☐ C Oui, mais seulement si la personne en danger est de sa famille
- ☐ D Oui, mais seulement pour les citoyens français

21. En quoi consiste le devoir de solidarité ?

- ☐ A Aider seulement les personnes de sa religion ou de son origine
- ☐ B Laisser seulement l'État aider les personnes en difficulté
- ☐ C Aider les autres, par exemple porter secours à une personne en danger
- ☐ D Être obligé d'aider une personne en danger, même si on risque sa vie

22. Laquelle de ces citations est inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ?

- ☐ A « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce que l'on veut, même si cela nuit aux autres. »
- ☐ B « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »
- ☐ C « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. »
- ☐ D « Les hommes naissent libres, mais ils ne sont pas égaux en droits. »

23. Sur une petite route de campagne, Youssef voit une voiture dans un fossé. Le conducteur est blessé et ne bouge pas. Que doit faire Youssef ? (*mise en situation*)

- ☐ A Appeler tout de suite les secours, par exemple le 18 ou le 112.
- ☐ B Continuer sa route : il n'a pas l'obligation d'aider un inconnu.
- ☐ C Continuer sa route : un appel aux secours coûte cher sur un portable.
- ☐ D Attendre le lendemain et signaler l'accident au commissariat.

24. Agathe a 16 ans. Elle est enceinte et ne veut pas poursuivre sa grossesse. Elle veut garder le secret et ne pas le dire à ses parents. Agathe peut-elle demander une IVG sans l'accord de ses parents ? (*mise en situation*)

- ☐ A Oui, avec une personne majeure de son choix pour l'accompagner.
- ☐ B Non, une mineure doit toujours avoir l'accord de ses parents.
- ☐ C Oui, et elle n'a besoin d'aucun adulte pour l'accompagner.
- ☐ D Non, l'IVG est réservée aux femmes de 18 ans et plus.

25. Minh est salarié dans un magasin. Son employeur ne lui a pas payé tout son salaire, et ils ne sont pas d'accord. Minh veut que la justice décide qui a raison. À qui peut-il s'adresser ? *(mise en situation)*

- ☐ A Au conseil de prud'hommes.
- ☐ B À l'inspection du travail.
- ☐ C Au service de renseignements en droit du travail.
- ☐ D Au tribunal de police.

26. Binta, 45 ans, a été opérée à l'hôpital. Elle veut consulter son dossier médical. Un agent de l'hôpital lui dit que seuls les médecins peuvent le lire. L'agent a-t-il raison ? *(mise en situation)*

- ☐ A Non, Binta a le droit de consulter son dossier médical.
- ☐ B Oui, le dossier médical est réservé aux médecins.
- ☐ C Oui, seul un avocat peut demander ce dossier pour elle.
- ☐ D Non, mais elle doit payer pour le consulter sur place.

27. Chloé vient d'emménager dans une nouvelle commune. Dans son immeuble, il y a plusieurs poubelles pour trier les déchets. Que doit-elle faire ? *(mise en situation)*

- ☐ A Tout mettre dans la même poubelle : le tri est seulement un conseil.
- ☐ B Suivre les règles de son ancienne commune : elles sont partout les mêmes.
- ☐ C Se renseigner sur les règles de tri de sa commune et les appliquer.
- ☐ D Trier seulement le verre : c'est le seul tri obligatoire.

28. Martine a une voiture en bon état. Elle ne s'en sert pas l'hiver et la laisse dans son garage. Elle veut arrêter toute assurance pendant ces mois. A-t-elle le droit ? *(mise en situation)*

- ☐ A Oui, une voiture qui ne roule pas n'a pas besoin d'assurance.
- ☐ B Non, sa voiture doit rester assurée, même dans le garage.
- ☐ C Oui, si la voiture reste sur un terrain privé.
- ☐ D Non, mais elle peut garder seulement l'assurance contre le vol.

29. Quel fleuve traverse Paris ?

- ☐ A La Loire
- ☐ B Le Rhône
- ☐ C La Garonne
- ☐ D La Seine

30. Quel plat est une spécialité de la cuisine française ?

- ☐ A Le bœuf bourguignon
- ☐ B La paella
- ☐ C La pizza
- ☐ D Les sushis

31. Qui était Paul Cézanne ?

- ☐ A L'homme considéré comme le père de la musique moderne
- ☐ B Un écrivain, auteur du roman « La Peste »
- ☐ C Le peintre dont le tableau « Impression, Soleil levant » a donné son nom à l'impressionnisme
- ☐ D Un peintre français, appelé le « père de la peinture moderne »

32. Quel est le chef-lieu de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

- ☐ A Nice
- ☐ B Aix-en-Provence
- ☐ C Toulon
- ☐ D Marseille

33. Qu'est-ce que la Shoah ?

- ☐ A L'armistice qui a mis fin à la Première Guerre mondiale
- ☐ B Le débarquement des Alliés en Normandie
- ☐ C Le commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques
- ☐ D Le génocide des Juifs organisé par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale

34. Combien y a-t-il de régions en France métropolitaine ?

- ☐ A 18
- ☐ B 5
- ☐ C 13
- ☐ D 96

35. Qui était George Sand ?

- ☐ A Une écrivaine connue pour sa défense des droits des femmes
- ☐ B Une chanteuse surnommée « La Môme Piaf »
- ☐ C Un écrivain, auteur des « Misérables »
- ☐ D La première femme élue à l'Académie française

36. Depuis quelle année l'école publique est-elle gratuite ?

- ☐ A 1789
- ☐ B 1881
- ☐ C 1905
- ☐ D 1958

37. À quel âge commence l'instruction obligatoire des enfants ?

- ☐ A À 6 ans.
- ☐ B À 3 ans.
- ☐ C À 16 ans.
- ☐ D À 5 ans.

38. Quelle est la durée légale du temps de travail par semaine ?

- ☐ A 39 heures.
- ☐ B 40 heures.
- ☐ C 30 heures.
- ☐ D 35 heures.

39. Quelle aide permet aux personnes qui ont des difficultés financières d'avoir un avocat ?

- ☐ A le Défenseur des droits
- ☐ B l'aide juridictionnelle
- ☐ C l'aide personnalisée au logement (APL)
- ☐ D la prime d'activité

40. Auprès de quel organisme faut-il demander le remboursement des frais de santé ?

- ☐ A France Travail.
- ☐ B La mairie.
- ☐ C La caisse primaire d'Assurance maladie.
- ☐ D La caisse d'allocations familiales (CAF).

Corrigé

1. A	2. C	3. B	4. C	5. C	6. A	7. D	8. D
9. D	10. A	11. A	12. B	13. D	14. C	15. B	16. A
17. C	18. D	19. A	20. B	21. C	22. B	23. A	24. A
25. A	26. A	27. C	28. B	29. D	30. A	31. D	32. D
33. D	34. C	35. A	36. B	37. B	38. D	39. B	40. C

1. Peut-on brûler publiquement un drapeau français ?

Réponse A : Non : détruire le drapeau en public est interdit

Il est interdit de faire outrage au drapeau français, c'est-à-dire de le détruire ou de l'utiliser de manière dégradante en public. Brûler un drapeau en public, c'est le détruire.

Source : [Le drapeau français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

2. Qui doit respecter et veiller à la neutralité religieuse dans les services publics ?

Réponse C : Les personnes qui travaillent dans les services publics

Les personnes qui travaillent dans les services publics, ou dans une entreprise ou une association qui a une mission de service public, ne peuvent pas montrer leurs convictions. La neutralité ne s'impose pas aux usagers.

Source : [La laïcité dans les services publics](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

3. En France, il est possible pour l'État de financer :

Réponse B : La restauration d'un monument religieux classé au patrimoine

En règle générale, l'État n'a pas le droit de payer la construction d'un bâtiment religieux. Il y a quelques exceptions, par exemple en Alsace et en Moselle. En revanche, l'État peut payer la restauration (la réparation) d'un monument religieux classé au patrimoine.

Source : [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La définition de la laïcité \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

4. La liberté d'association est :

Réponse C : Un droit pour chaque personne, française ou étrangère, inscrit dans une loi de 1901

En France, chaque personne, française ou étrangère, peut s'engager librement. Ce droit s'appelle la liberté d'association. Il est inscrit dans une loi qui date de 1901.

Source : [La fraternité \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

5. Sur quel document peut-on voir Marianne ?

Réponse C : Sur la carte d'identité

Marianne est présente sur la carte d'identité et sur des documents administratifs, comme la déclaration d'impôts. On la voit aussi sur des timbres et les pièces de monnaie.

Source : [Marianne](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Le drapeau français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

6. Andriy habite dans un quartier de sa ville. Il postule comme vendeur dans un magasin. La gérante refuse sa candidature à cause de ce quartier. A-t-elle le droit ?

Réponse A : Non, le lieu de résidence est un critère interdit.

Au travail, l'employeur doit choisir selon des critères professionnels. Le lieu de résidence fait partie des critères de discrimination interdits par la loi, et la discrimination est interdite dès l'embauche. Andriy peut donc signaler les faits, par exemple en saisissant gratuitement le Défenseur des droits.

Source : [L'égalité \(1/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Discrimination au travail](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 20 octobre 2025) ; [Discrimination](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 10 mars 2026)

7. Fatou n'est pas d'accord avec une décision du maire de sa ville. Elle écrit sur internet que cette décision est mauvaise. Que dit la loi ?

Réponse D : Elle a le droit d'écrire et de publier son opinion.

En France, la liberté d'expression est un droit fondamental : chacun peut parler, écrire et publier librement. Fatou peut donc écrire qu'elle n'est pas d'accord avec le maire. Elle doit seulement respecter les limites fixées par la loi.

Source : [Le blasphème](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La liberté](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#) (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026)

8. Mamadou porte un turban pour sa religion. Il vient à la mairie pour inscrire son fils à la cantine. L'agente d'accueil lui demande d'enlever son turban. A-t-elle raison ?

Réponse D : Non, un usager peut garder son signe religieux.

Les personnes qui travaillent dans les services publics ne peuvent pas exprimer leur religion dans le cadre de leur travail. Mais la neutralité ne s'impose pas aux usagers : ils peuvent porter un signe d'appartenance religieuse, à condition de respecter les règles de fonctionnement du service. Mamadou peut donc garder son turban pour inscrire son fils à la cantine.

Source : [La laïcité dans l'espace public](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La laïcité dans les services publics](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

9. Arjun est sourd. Il veut dîner avec sa sœur dans un restaurant. Le gérant refuse de les servir, à cause du handicap d'Arjun. Que dit la loi ?

Réponse D : C'est un délit, puni plus lourdement dans un lieu qui reçoit du public.

Refuser de servir une personne à cause de son handicap est une discrimination. C'est un délit, puni de prison et d'amende, et les peines sont plus lourdes dans un lieu qui accueille du public, comme un restaurant. Arjun peut donc porter plainte ou saisir gratuitement le Défenseur des droits.

Source : [L'égalité \(1/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Discrimination](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 10 mars 2026)

10. João est élève dans un lycée public. Il veut venir en classe avec une grande croix sur son pull, pour qu'elle soit bien vue. A-t-il le droit ?

Réponse A : Non, un signe religieux porté pour être vu est interdit.

Dans les écoles, collèges et lycées publics, la loi interdit de porter un signe religieux avec l'intention d'être vu. João est libre de croire, mais il ne peut pas porter cette croix bien en vue au lycée.

Source : [Histoire de la laïcité](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La laïcité à l'école \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

11. Iryna est de nationalité ukrainienne et vit en France. Avec une amie, elle veut créer une association d'aide aux devoirs dans son quartier. En a-t-elle le droit ?

Réponse A : Oui, toute personne, même étrangère, peut s'engager librement.

En France, chaque personne, française ou étrangère, peut s'engager librement : c'est la liberté d'association, inscrite dans une loi de 1901. Pour créer une association, il faut en principe être au moins deux, choisir un but non lucratif, rédiger les statuts et faire une déclaration à la préfecture ou sur internet. Iryna et son amie peuvent donc créer leur association.

Source : [La fraternité \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Je crée une association](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 19 juin 2026)

12. Qui élit les députés européens ?

Réponse B : Les citoyens de l'Union européenne

Les citoyens et les citoyennes de l'Union européenne votent pour élire les membres du Parlement européen, appelés députés européens. Les citoyens de l'Union européenne qui habitent en France peuvent aussi voter en France.

Source : [Les élections européennes](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les conditions pour voter en France \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

13. Qui vote les lois ?

Réponse D : Le Parlement (l'Assemblée nationale et le Sénat)

Le Parlement vote la loi. Il est formé de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Source : [État de droit et séparation des pouvoirs : présentation des 3 pouvoirs \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La démocratie et la République \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La Vème République](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

14. Où est le siège du Parlement européen ?

Réponse C : À Strasbourg

Le Parlement européen est situé à Strasbourg. La Commission européenne, elle, est située à Bruxelles.

Source : [Le fonctionnement européen \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

15. Comment est désigné le Premier ministre ?

Réponse B : Il est nommé par le président de la République.

Le Premier ministre est nommé par le président de la République. En pratique, le président le choisit selon la majorité issue des élections législatives.

Source : [État de droit et séparation des pouvoirs : présentation des 3 pouvoirs \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La démocratie et la République \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; *Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur* (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen. édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

16. Quel est le rôle du Premier ministre ?

Réponse A : Il dirige l'action du Gouvernement

Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Il assure aussi l'exécution des lois.

Source : *Constitution du 4 octobre 1958, texte intégral en vigueur* (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [État de droit et séparation des pouvoirs : présentation des 3 pouvoirs \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

17. En France, est-ce obligatoire de voter ?

Réponse C : Non, ce n'est pas obligatoire.

En France, le vote n'est pas obligatoire. Dans certains autres pays, il l'est.

Source : [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

18. À quel âge est la majorité numérique en France ?

Réponse D : 15 ans

La loi du 7 juillet 2023 a instauré la majorité numérique à 15 ans. Cette loi veut lutter contre les délits en ligne, comme le cyber-harcèlement.

Source : [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

19. Que garantit la liberté de la presse ?

Réponse A : Le droit des journalistes d'informer librement le public et de donner leur opinion

La presse est libre en France. Les journalistes peuvent informer librement le public et exprimer leur opinion. Cette liberté est encadrée par la loi.

Source : [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

20. Est-il obligatoire de porter secours à une personne en danger ?

Réponse B : Oui, toute personne doit aider quelqu'un qui est en danger

Oui. Toute personne doit aider quelqu'un qui est en danger, si elle peut le faire sans mettre sa propre vie en danger. Une personne qui n'aide pas peut être condamnée.

Source : [Les obligations en tant que résident français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

21. En quoi consiste le devoir de solidarité ?

Réponse C : Aider les autres, par exemple porter secours à une personne en danger

La fraternité, c'est la solidarité entre les citoyens. Le devoir d'aider les autres repose sur cette valeur. Par exemple, la loi crée l'obligation d'assistance à personne en danger : toute personne doit porter secours à autrui, si elle peut le faire sans mettre sa propre vie en péril (sans risquer sa vie). La non-assistance à personne en danger est un délit puni par la loi.

Source : [La fraternité \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

22. Laquelle de ces citations est inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ?

Réponse B : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

L'article 1er de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dit : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Source : [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#) (Conseil constitutionnel, conseil-constitutionnel.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La définition de la laïcité \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

23. Sur une petite route de campagne, Youssef voit une voiture dans un fossé. Le conducteur est blessé et ne bouge pas. Que doit faire Youssef ?

Réponse A : Appeler tout de suite les secours, par exemple le 18 ou le 112.

Toute personne doit porter secours à une personne en danger, si elle peut le faire sans mettre sa propre vie en péril. Ne pas le faire est un délit. Youssef doit donc appeler tout de suite les secours : le 18 (pompiers) en cas d'accident de la route, ou le 112.

Source : [Quels sont les numéros en cas d'urgence \(Samu, pompiers...\) et les numéros d'écoute ?](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 25 août 2026) ; [Les obligations en tant que résident français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

24. Agathe a 16 ans. Elle est enceinte et ne veut pas poursuivre sa grossesse. Elle veut garder le secret et ne pas le dire à ses parents. Agathe peut-elle demander une IVG sans l'accord de ses parents ?

Réponse A : Oui, avec une personne majeure de son choix pour l'accompagner.

Une femme enceinte, même mineure, peut demander une IVG : il n'y a pas de condition d'âge. Si une mineure veut garder le secret, l'IVG est pratiquée à sa seule demande, mais elle doit se faire accompagner par une personne majeure de son choix. Agathe peut donc prendre rendez-vous avec un médecin ou une sage-femme, avec une personne majeure de son choix. Comme elle est mineure, elle doit aussi avoir un entretien avec un professionnel avant l'IVG.

Source : [Interruption volontaire de grossesse \(IVG\)](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 7 octobre 2025) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

25. Minh est salarié dans un magasin. Son employeur ne lui a pas payé tout son salaire, et ils ne sont pas d'accord. Minh veut que la justice décide qui a raison. À qui peut-il s'adresser ?

Réponse A : Au conseil de prud'hommes.

Quand un salarié et son employeur ne sont pas d'accord sur le contrat de travail, par exemple sur le salaire, le salarié peut s'adresser au conseil de prud'hommes. C'est un lieu de justice qui décide dans ce type de conflit. Minh peut donc s'adresser au conseil de prud'hommes.

Source : [Le droit du travail \(1/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Le droit du travail \(2/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Quand faire appel à l'inspection du travail ?](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 19 juin 2026) ; [Le droit du travail \(4/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Se conformer aux lois : les infractions \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

26. Binta, 45 ans, a été opérée à l'hôpital. Elle veut consulter son dossier médical. Un agent de l'hôpital lui dit que seuls les médecins peuvent le lire. L'agent a-t-il raison ?

Réponse A : Non, Binta a le droit de consulter son dossier médical.

Toute personne a le droit d'accéder à son dossier médical et d'en demander une copie. Le patient a accès à toutes les informations sur sa santé, et la consultation sur place est gratuite. Binta peut donc demander à consulter son dossier médical.

Source : [Information du patient sur son état de santé](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 20 avril 2026) ; [Santé : les droits et les devoirs du patient](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

27. Chloé vient d'emménager dans une nouvelle commune. Dans son immeuble, il y a plusieurs poubelles pour trier les déchets. Que doit-elle faire ?

Réponse C : Se renseigner sur les règles de tri de sa commune et les appliquer.

Toute personne a le devoir de participer à la protection de l'environnement, par exemple en triant ses déchets. La collecte des déchets est organisée par les collectivités locales, avec des règles de tri qui s'imposent à tous et qui peuvent varier selon les territoires. Chloé doit donc se renseigner sur les règles de tri de sa nouvelle commune et les appliquer.

Source : [Adopter une attitude respectueuse vis-à-vis de l'environnement](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), immigration.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

28. Martine a une voiture en bon état. Elle ne s'en sert pas l'hiver et la laisse dans son garage. Elle veut arrêter toute assurance pendant ces mois. A-t-elle le droit ?

Réponse B : Non, sa voiture doit rester assurée, même dans le garage.

La loi oblige à assurer un véhicule à moteur, au minimum en responsabilité civile. Cette obligation vaut même si la voiture ne roule pas, par exemple quand elle reste dans un garage, tant qu'elle peut encore servir à circuler. Martine doit donc garder au moins la garantie responsabilité civile.

Source : [Assurance auto : qu'est-ce que la garantie responsabilité civile ?](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), service-public.gouv.fr, mise à jour le 10 août 2026)

29. Quel fleuve traverse Paris ?

Réponse D : La Seine

La Seine traverse plusieurs grandes villes : Troyes, Paris, Rouen et Le Havre.

Source : [Les fleuves français](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

30. Quel plat est une spécialité de la cuisine française ?

Réponse A : Le bœuf bourguignon

Le bœuf bourguignon est une spécialité qui vient de Bourgogne. C'est un plat de bœuf cuit longtemps dans du vin rouge. On le mange partout en France.

Source : [Patrimoine français : sites emblématiques et gastronomie de Bourgogne-Franche-Comté](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

31. Qui était Paul Cézanne ?

Réponse D : Un peintre français, appelé le « père de la peinture moderne »

Cézanne est un célèbre peintre français. Il pose les bases du cubisme. On dit souvent de lui qu'il est le « père de la peinture moderne ».

Source : [Patrimoine français : des artistes emblématiques parmi les peintres](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : des artistes emblématiques dans l'univers de la musique](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : des artistes emblématiques parmi les auteurs \(3/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

32. Quel est le chef-lieu de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Réponse D : Marseille

Le chef-lieu de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est Marseille. Marseille est la préfecture de la région. Nice, Toulon, Avignon, Aix-en-Provence et Gap sont d'autres grandes villes de la région.

Source : [Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

33. Qu'est-ce que la Shoah ?

Réponse D : Le génocide des Juifs organisé par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale

La Shoah est le génocide des Juifs organisé par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Environ 6 millions de Juifs ont été assassinés.

Source : [Focus sur la Seconde Guerre mondiale - la Shoah](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : les jours fériés](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Les conflits mondiaux : la Seconde Guerre mondiale \(1939-1945\) \(1/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Le territoire français dans le temps \(2/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

34. Combien y a-t-il de régions en France métropolitaine ?

Réponse C : 13

La France compte 18 régions en tout : 13 en métropole et 5 en outre-mer. La France métropolitaine a donc 13 régions.

Source : [Le territoire de la France](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

35. Qui était George Sand ?

Réponse A : Une écrivaine connue pour sa défense des droits des femmes

George Sand est une écrivaine connue pour son engagement social et sa défense des droits des femmes. « La Mare au Diable » et « Indiana » font partie de ses romans les plus célèbres.

Source : [Patrimoine français : des artistes emblématiques parmi les auteurs \(2/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : des artistes emblématiques dans l'univers de la musique](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Patrimoine français : des artistes emblématiques parmi les auteurs \(3/3\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

36. Depuis quelle année l'école publique est-elle gratuite ?

Réponse B : 1881

L'école publique est gratuite depuis 1881. C'est le résultat des lois de Jules Ferry.

Source : [La IIIème République \(1870-1940\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La fin de la monarchie absolue et le début de la Ière République \(1789-1792\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [La Vème République](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

37. À quel âge commence l'instruction obligatoire des enfants ?

Réponse B : À 3 ans.

L'instruction est obligatoire pour tous les enfants de 3 à 16 ans. Elle commence donc à 3 ans.

Source : [Exercice de l'autorité parentale \(1/2\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026) ; [Le système éducatif](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

38. Quelle est la durée légale du temps de travail par semaine ?

Réponse D : 35 heures.

Le droit du travail fixe une durée de référence de 35 heures par semaine pour les salariés à temps complet. Cette durée s'applique à toutes les entreprises. Au-delà de 35 heures, on parle d'heures supplémentaires.

Source : [Le droit du travail \(1/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), formation-civique.interieur.gouv.fr, consultée le 20 octobre 2026)

39. Quelle aide permet aux personnes qui ont des difficultés financières d'avoir un avocat ?

Réponse B : l'aide juridictionnelle

Si une personne n'a pas assez d'argent pour payer un avocat, elle peut demander l'aide juridictionnelle. C'est une aide de l'État pour les personnes qui ont peu de moyens et qui ont besoin d'un avocat devant un tribunal.

Source : [Discrimination](#) (Direction de l'information légale et administrative (DILA), [service-public.gouv.fr](#), mise à jour le 10 mars 2026) ; [Livret du citoyen, édition 2026 \(approuvée par l'arrêté du 3 juillet 2026\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DGEF), [immigration.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

40. Après de quel organisme faut-il demander le remboursement des frais de santé ?

Réponse C : La caisse primaire d'Assurance maladie.

Il faut demander le remboursement des frais de santé à la caisse primaire d'Assurance maladie. Lors d'une consultation, on remet sa carte Vitale au professionnel de santé.

Source : [Santé : la prise en charge et le remboursement](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026) ; [Orientation \(5/5\)](#) (Ministère de l'Intérieur (DIAN), [formation-civique.interieur.gouv.fr](#), consultée le 20 octobre 2026)

Moins de 32 bonnes réponses ? Le diagnostic gratuit vous dit, en 20 questions, quels thèmes travailler et votre probabilité estimée de réussir : bravocivique.fr/premier-examen-civique. Les explications existent aussi en anglais, en arabe et en ukrainien.

Version du 26 octobre 2026. Une erreur ? Signalez-la depuis la correction en ligne, ou à contact@bravocivique.fr.